



### De Denis Scuto

La table ronde autour du soi-disant Historikerstreit, organisée au Musée de la Forteresse par l'Association luxembourgeoise des enseignants d'histoire (ALEH), sur initiative du Comité scientifique du Rapport Artuso, avec la participation de Vincent Artuso, Charles Barthel, Marie-Paule Jungblut, Michel Pauly et Henri Wehenkel ne fut pas seulement un succès du point de vue de l'assistance venue en nombre. Elle a aussi permis de tirer un trait tout en donnant envie d'en savoir plus.

Comme Henri Wehenkel l'a exprimé dans son mot de la fin, c'est le mérite du Rapport Artuso et du débat autour du rapport, qu'un paradigme est finalement, 70 ans plus tard, démonté non seulement dans le cadre de la recherche historique mais encore auprès du public intéressé. Comme dans les autres pays européens, un mythe fondateur de la nation fut construit au Luxembourg autour de la guerre. Un récit qui présente gouvernants et peuple comme une unité, met l'accent sur la résistance nationale contre l'occupant et l'engagement aux côtés des Alliés tout en présentant la collaboration comme un phénomène marginal. Après la table ronde, des collègues enseignants d'histoire se sont déclarés surpris que ce récit paradigmatique ait connu une telle longévité dans le public.

### Une longévité qui interpelle

Plusieurs historiens qui avaient travaillé de façon critique sur la période de l'Occupation dans les années 1970 et 1980, avaient en effet remis en question ce grand récit: Lucien Blau, Paul Cerf, Paul Dostert, Emile Haag, Emile Krier, Henri Wehenkel, Claude Wey. Ils étaient bien lancés jusqu'à ce qu'un véritable Historikerstreit, le réveil identitaire et la commémoration du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du Grand-Duché en 1989, où la guerre et la Résistance occupèrent une place centrale – „l'heure de vérité, la grande épreuve en même temps que la grande preuve“ (Gilbert Trausch) –, ne brisent cet élan critique. En plus, l'influence des groupes mémoriels et de mémoires politiques sur l'écriture de l'histoire était trop forte. Dans l'unique revue historique scientifique, *Hémecht*, tout regard critique était délégitimé comme prématuré ou partiel ou écrit par des historiens trop jeunes. Au lieu d'un Institut d'histoire du temps présent, demandé depuis les années 1970 et existant dans les pays voisins, mis à l'ordre du jour de la Chambre par les députés Ben Fayot et Renée Wagener à la fin des années 1990, les deux plus grands groupes mémoriels, les résistants et les enrôlés de force, recurent chacun leur centre de documentation et de recherche. La recherche historique sur la Collaboration au Luxembourg continua à l'étranger, principalement à

## L'histoire du temps présent

# Changement de paradigme

l'Université Libre de Bruxelles, à travers des mémoires de licence d'étudiants et étudiantes luxembourgeoises, avant que Vincent Artuso ne soutienne sa thèse de doctorat en 2011 à l'Université du Luxembourg.

Celui qui osait remettre en cause le paradigme s'exposait à des attaques virulentes. A la suite d'une émission télévisée de Caroline Mart et de Tom Graas sur RTL en décembre 2002, un monsieur d'âge avancé cracha au visage de Marie-Paule Jungblut, curatrice de l'exposition critique „... et wor alles net esou einfach. Froen um d'Geschicht vu Lëtzebuerg am Zweete Weltkrich“ au Musée d'histoire de la ville de Luxembourg. Avec ce commentaire tout aussi répugnant: „Dat maache mer mat Nestbeschmutzern“. Après la même émission sur la Wehrmachtausstellung, à laquelle participèrent également comme historiens Lucien Blau et moi-même, le bulletin des enrôlés de force Les Sacrifiés de février 2003, publia sans commentaire une lettre qui appelait, à notre égard, à nous „mit grobem Geschütz ins Wort (zu) fallen“. Avec indication où j'habitais. En 2006, les éditeurs Zeches et Heiderscheid ont ajouté à un article que j'avais consacré dans la *Hémecht* à „Mémoire et histoire de la Seconde Guerre mondiale au Luxembourg“ la remarque suivante: „Les éditions saint-paul ne partagent pas les conclusions de l'auteur Denis Scuto sur un sujet particulièrement délicat de notre histoire nationale et restent sensibles aux sentiments d'incompréhension éventuels d'un certain nombre de compatriotes.“

Ce qui, il y a dix ans encore, ne pouvait être diffusé dans le public et ce qui est médiatisé dans le cadre du débat autour du Rapport Artuso, fait aujourd'hui, comme l'a montré encore une fois la table ronde en ce qui concerne l'an 40, largement consensus parmi les historiens et historiennes luxembourgeoises.

Un changement de paradigme s'est produit. Quelques exemples: Non, contrairement à ce qui nous a été raconté pendant près de 70 ans, le gouvernement s'est bien enfui le 10 mai 1940, mais ne s'est pas d'emblée rangé résolument aux côtés des Alliés, qui se limitaient d'ailleurs au début pratiquement aux Anglais. Ils ont attendu et hésité, à Paris, à Lisbonne, jusqu'en août 1940, entre rester en exil ou retourner au Grand-Duché. Au Luxembourg, un gouvernement de fait sous la présidence d'Albert Wehrer se fait attribuer les pleins pouvoirs par la Chambre et le Conseil d'Etat pour collaborer avec l'occupant. Et sur initiative du président de la Chambre et ancien ministre d'Etat Emile Reuter, la Chambre et la Commission Wehrer demandent le retour de la Grande-Duchesse et la démission du gouvernement en exil. Une initiative prise en accord avec les responsables politiques – encore présents au pays – de tous les partis, avec l'Arbed, avec l'Eglise. Le 1<sup>er</sup> août 1940 Chambre et Commission Wehrer adressent une pétition à Adolf Hitler pour „dem einmütigen Wunsch der gesamten Bevölkerung des Grossherzogtums auf Beibehaltung seines staatlichen Eigenlebens im Rahmen der neuen europäischen Ordnung hiermit zum Ausdruck zu bringen“. Collaborer, trouver un arrangement avec l'occupant en vue d'une possible paix de



Foto: Fabrizio Pizzolante

compromis entre l'Allemagne nazie et l'Angleterre.

Cette tentative échoue. La pétition est confisquée par le Gauleiter Simon qui a été mis en place par Hitler comme Chef der Zivilverwaltung au Grand-Duché. La collaboration de la Commission Wehrer et des élites continue quand même jusqu'à ce que le Gauleiter supprime la Commission le 23 décembre 1940. La collaboration dans la première phase de la persécution des juifs par les nazis eut lieu dans ce cadre: dans l'identification et le recensement des juifs, leur exclusion des écoles, de la fonction publique et des professions libérales; la spoliation de leurs biens.

### Réponses nouvelles, nouvelles questions

Le débat à la table ronde sur les contacts entre le gouvernement en exil et Albert Wehrer – dont Charles Barthel a défendu la mémoire – a souligné que la leçon tirée de la Première Guerre mondiale fut différente de celle qu'on nous a racontée depuis 70 ans: non pas l'exil et la lutte aux côtés des Alliés, mais une stratégie double. D'un côté la collaboration de la Commission Wehrer et des élites avec l'occupant allemand à Luxembourg pour sauver une forme d'indépendance comme en 14-18 et de l'autre un rapprochement graduel avec les Alliés par le gouvernement en exil, qui n'installe pas le siège du gouvernement en octobre 1940 à Londres mais à Montréal et se déclare seulement en septembre 1942, après la grève contre l'enrôlement de force, dans une note au gouvernement américain, en guerre avec l'Allemagne. Henri Wehenkel a encore une fois souligné que cette attitude de collaboration des élites non seulement n'a pas sauvé l'indépendance du pays, mais encore a donné le mauvais exemple pour l'ensemble de l'appareil d'Etat ainsi que pour la population, rendant plus difficile une attitude de

résistance, active ou passive. Une attitude spontanée de résistance présente, d'après l'historien, à travers tous les milieux, des catholiques aux communistes, des étudiants aux instituteurs, des ouvriers aux paysans, et qu'il faudrait étudier en détail.

Ce qui nous amène au deuxième point soulevé par le modérateur de la table ronde, Jacques Leyder: Quelles recherches restent à faire? Cette question ne fut pas traitée en détail, faute de temps, mais je voudrais relever trois champs de recherche qui sont ressortis des débats:

1. Quelle politique a été mise en place ou préconisée dans les années 1930 à l'égard des étrangers en général et des juifs en particulier par le gouvernement, le parlement, l'administration, la justice, les partis, les syndicats, l'Eglise, la presse? Quelles continuités et quelles ruptures peut-on constater en comparant les années 1930 à la période d'Occupation et à la période d'après-guerre? Comment ces politiques et attitudes ont-elles évolué en Belgique et aux Pays-Bas?

2. Comment la collaboration des groupes et individus de l'appareil d'Etat s'est-elle déroulée dans le détail, de 1940 à 1944? Des milliers de dossiers d'épuration, qui ne demandent qu'à être exploités aux Archives nationales, permettent d'étudier la question, comment et pourquoi les fonctionnaires ont utilisé leur position pour, comme l'a formulé l'historien Marc Schoentgen récemment, soit prendre le train allemand en marche ou alors faire du „Dienst nach Vorschrift“ ou encore aider les compatriotes et les persécutés? Des groupes entiers comme la magistrature, la gendarmerie et la police restent à étudier. Avec la question principale: Comment des fonctionnaires se sont-ils adaptés à un nouveau régime doublement exceptionnel: par son caractère d'Occupation et son caractère antidémocratique?

3. Comment évolue en détail la coopération entre Commission Wehrer, Zivilverwaltung, forces militaires allemandes, Consis-

toire israélite, associations d'entraide juives, gouvernement en exil et leurs représentants, gouvernements et diplomates étrangers dans la question de l'expulsion ou émigration des juifs du Luxembourg vers l'ouest, via notamment la France, la Belgique, l'Espagne et le Portugal? Quelles étaient les motivations des uns et des autres?

Comme j'ai pu le constater en tant qu'historien des migrations, on oublie constamment, que la plus grande partie des juifs étrangers à Luxembourg n'étaient pas des réfugiés fuyant les nazis dans les années trente, mais des immigrants qui sont venus au Luxembourg avec leurs familles bien avant 1933 pour y travailler dans l'artisanat, le commerce et l'industrie. A côté du changement de paradigme, un changement de perspective s'impose aussi. Il s'agit par exemple de reprendre la perspective du grand nombre de familles juives étrangères qui s'étaient intégrées économiquement et socialement au Luxembourg dans l'entre-deux-guerres, qui furent persécutées pendant la guerre et qui, si elles avaient survécu, n'étaient pas autorisées à retourner au Luxembourg par les autorités luxembourgeoises, malgré tout ce qu'elles avaient subi. Voilà qui ferait non seulement avancer la recherche, mais redonnerait leur place dans la mémoire collective à tous ceux, qui à cause des injustices subies pendant et après la guerre, ont disparu de cette mémoire.



Lauschtert och dem Denis Scuto säi Feuilleton op Radio 100,7, all Donneschdeg um 9.25 Auer (Rediffusioun 19.20) oder am Audioarchiv op [www.100komma7.lu](http://www.100komma7.lu).